

Un secteur essentiel pour la croissance et l'emploi



Lors de la présentation du rapport d'information sur l'économie solidaire le 3 décembre à Bruxelles

Le 3 décembre dernier à Bruxelles, le Cirioc (Centre international de recherches et d'information sur l'économie publique, sociale et coopérative) présentait son rapport d'information sur l'Économie sociale (ES) dans l'Union européenne élaboré pour le Comité économique et social européen (CESE). INEES était évidemment présent, ainsi que des représentants luxembourgeois du CESE et du CES national.

Le commissaire Günther Verheugen, vice-président de la Commission européenne ouvrait les travaux en soulignant les apports importants de l'économie sociale tant sur le plan économi-

que que sur celui de la cohésion sociale. Jean-Claude Dettleux, président de la Conférence européenne permanente des coopératives, mutualités, associations et fondations (CEP-CMAF qui s'appelle désormais Social Economy Europe), de son côté précisait qu'effectivement l'ES est un secteur essentiel pour la croissance et l'emploi dans l'UE.

Et au-delà des chiffres elle a démontré également sa capacité à contribuer efficacement à résoudre les nouvelles problématiques sociales. Cependant il indiquait au Commissaire que les politiques de l'UE ne prennent pas en compte l'ES à la hauteur de ses apports.

Ce sont les associations populaires et les coopératives qui sont à l'origine historique de l'économie sociale vers la fin du 19^e siècle dans un mouvement d'émancipation des travailleurs et d'éducation des citoyens. Malgré son ancienneté et son poids elle a toujours peiné à se faire reconnaître à la hauteur de la réalité

qu'elle représente. Cela est certainement dû en grande partie au fait qu'étant transversale elle peine à dégager des intérêts communs* qui sont plus faciles à défendre dans l'optique d'un même secteur professionnel.

On retrouve aussi cette difficulté dans les systèmes de comptabilité nationale où l'ES n'est pas reconnue comme un secteur institutionnel distinct. Un travail est d'ailleurs en cours pour établir des comptes satellites des entreprises de l'économie sociale.

Plusieurs approches théoriques

On y distinguerait le secteur non marchand du secteur entrepreneurial marchand. Mais dans les deux cas, malgré la grande diversité de ses acteurs, elle apparaît comme un pôle d'utilité sociale entre le secteur capitaliste et le secteur public. C'est-à-dire comme un 3^e secteur d'utilité sociale.

Il existe plusieurs approches théoriques liées à l'économie sociale. L'économie sociale repose sur une approche statutaire: les coopératives, mutuelles, associations ou fondations. On peut dire encore que ce sont des sociétés de personnes et non des sociétés de capitaux.

Ainsi d'autres concepts sont apparus dont celui de l'économie solidaire (dont se réclame INEES et des organisations telles qu'Objectif Plein Emploi au Luxembourg). Celui-ci repose sur une approche moins entrepreneuriale que l'économie sociale (du moins en Europe) et intègre des notions de solidarité externes alors qu'historiquement l'économie sociale se préoccupait surtout de solidarité interne à l'entreprise. Ainsi l'économie solidaire a pris en compte de façon importante les questions de rapports Nord/Sud (avec le commerce équitable), de respect de l'environnement, de solidarité inter-générationnelle, de solidarité avec les chômeurs (avec les entreprises d'insertion), de développement local... tout en appuyant ses activités dans des formes hybrides de l'économie mixant des ressources marchandes (vente de biens et fourniture de services à un prix approprié à la demande), non marchandes (subventions publiques et dons) et non monétaires (bénévolat). Le principe étant plutôt de remplir une mission d'intérêt général et non pas de dégager une activité rentable sur le marché, justement pour le com-

pléter et non le concurrencer. Mais on trouve maintenant de plus en plus de réseaux d'Économie sociale et solidaire (ESS) qui rassemblent tous ces protagonistes.

Il existe également une approche anglo-saxonne du tiers secteur avec des organisations „non-profit“. Le système de philanthropie sociale y est très répandu et donc les bénéficiaires plutôt passifs alors que l'ESS préfère développer ses activités dans une logique de „citoyens qui prennent en main leur destin“.

Dans les pays d'Europe centrale et orientale (en dehors de la Pologne), l'ESS n'est pas connue alors que les secteurs bénévoles et d'Organisations non gouvernementales jouissent d'une plus grande reconnaissance.

Dans les pays germaniques c'est la notion de Gemeinwirtschaft qui est largement ancrée.

Nous reviendrons ultérieurement dans ces colonnes pour présenter les enjeux de l'économie sociale et solidaire, sa prise en compte dans les politiques publiques et le rôle qu'elle peut jouer dans les grands débats de société actuels (services sociaux d'intérêt général, le dialogue civil et social, reconnaissance juridique, l'éducation, la recherche et l'innovation...).

-> *) Notons tout de même que l'économie sociale européenne a un slogan commun autour de „l'entreprendre autrement“

Quelques chiffres

L'Économie sociale en Europe

- 240.000 coopératives qui emploient 3,7 millions de travailleurs et rassemblent 143 millions de coopérateurs avec une solide implantation dans l'agriculture, le secteur bancaire, le commerce de détail, le logement et sous la forme de coopératives de travailleurs dans l'industrie, la construction et les services
- Les mutuelles de santé et de prévoyance couvrent 120 millions de personnes et les assurances mutuelles 23,7 parts de marché
- Dans l'UE des 15, les associations emploient 6,3 millions de travailleurs et représentent 4 pour cent du PIB dans l'UE des 25

Au Luxembourg

- On dénombre 750 emplois dans les 67 coopératives du pays pour 4.725 coopérateurs et 6.500 emplois dans les 130 associations recensées (source Statec 2005)
- On notera qu'il existe des plates-formes représentatives transversales en France (Ceges), Espagne (Cepes), Pologne (SKES) et dans les régions belges et qu'au Luxembourg il y a eu une tentative de regroupement mais qui est au point mort aujourd'hui

Neue Ökonomie (10)

„Action sociale pour jeunes“ und Europa

Im vorherigen Artikel hatten wir auf eine mögliche finanzielle Unterstützung für die „Action sociale pour jeunes“ (ASJ) durch das Arbeits- und Beschäftigungsministerium hingewiesen. Dies geschah, indem das Ministerium das ASJ-Projekt in das Finanzierungsprojekt Objectif 2 des „Fond social européen“ aufnehmen ließ, welches die finanzielle Unterstützung für die Wiederbelebung stillgelegter regionaler Industrien vorsah und von welchem bereits die Kantone Esch/Alzette und Capellen profitieren.

Dies führte zu einer verstärkten Vermittlung der Ziele des „Centre de formation mobile“ (CFM) in den Südgemeinden.

Aus derselben Sicht wurden Gespräche geführt mit den Mitgliedern der „Entente des gestionnaires des services sociaux“ (EGSS), um die Bezeichnung für die lokale Entwicklung und der Solidarwirtschaft als Identitätsbezeichnung im Allgemeinen zu verwirklichen. Leider waren die anderen Mitglieder der Entente nicht bereit, dieses Konzept durchzuziehen und verweigerten es einige Monate später.

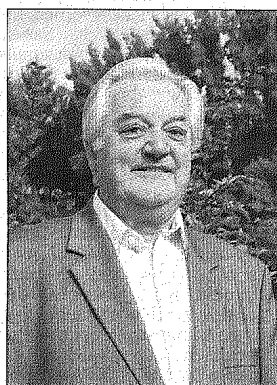
Immer noch im Zusammenhang mit den theoretischen (politischen) Überlegungen der ASJ brachte die Zusammenkunft mit Vertretern der ESO, der Europäischen Vereinigung der Trierer Universität, es mit sich, dass die Diskussion über Solidarwirt-

schaft und deren mögliche Verwirklichung wieder aufgenommen wurde. Denn im Gegensatz zu Frankreich, wo Diskussionen zu diesem Thema national geführt wurden, interessierte man sich in Luxemburg weder für die Idee noch deren Verwirklichung.

Was die europäischen Projekte betraf, so konnte die ASJ, nach zwei Jahren harter Arbeit, einen ersten Entwurf des Programms „Odyssee“ über ein interaktives Multimedia-Programm für Arbeitsvermittlung im Rahmen des europäischen „Force“-Programms vorlegen.

Die Europäische Kommission verlieh der ASJ dafür das „Label de qualité européen“.

Im Rahmen der „Direction gé-



Autor Nic Eickmann

nérale pour la recherche et le développement“ der Europäischen Kommission schuf die ASJ eine Arbeitsgruppe mit europäischem Charakter, welche die Bezeichnung „Campus universitaire“ erhielt und eine sozio-ökonomische und architektonische Studie über die Verwendung der Industriebrache „Terres rouges“ in Esch/Alzette erarbeitete. Diese Studie wurde allgemein sehr beachtet und fand auch das Interesse der Gemeindeverwaltung Esch/Alzette.

Halten wir noch fest: Im Jahre 1995 war die Zahl der Mitarbeiter bei der ASJ auf 89 Personen angestiegen.

Nic Eickmann

-> wird fortgesetzt